

RAPPORT DE MISSION OSCE-ODIHR **ÉLECTIONS EN ARMÉNIE 29.3.- 4.4.2017** **CLAUDE BÉGLÉ - SHORT TERM OBSERVER**

1. Impression générale

L'impression qui se dégage de cette élection est double: d'une part le dispositif mis en place pour en assurer le bon fonctionnement s'est avéré fort bien pensé, avec de nombreux contrôles et vérifications croisées, afin de minimiser le risques de fraudes. A cela s'est ajouté le recours à toute une panoplie de moyens technologiques, ce qui fait que le déroulement du processus électoral s'est dans l'ensemble bien passé (sauf quelques embouteillages, dûs précisément à ce haut niveau de sophistication). L'ambiance était dans l'ensemble calme et les observateurs ont pu librement exercer leur tâche. Ce déroulement a ainsi donné toutes les apparences d'un processus démocratique, transparent et hautement sécurisé.

En revanche, ce qui gravite autour de ce processus respire encore l'ancien système soviétique et son cortège de subterfuges: achat de votes, pressions sur les électeurs afin qu'ils respectent leur engagements quand ils ont été payés auparavant, ceci parfois jusque dans l'isoloir, intimidations de fonctionnaires, de militaires et même d'employés du secteur privé, etc. Comme quoi, qui peut le plus ne peut parfois pas le moins...

2. Contexte (historique, politique et social)

L'Arménie est un pays à l'Histoire et à la culture particulièrement riches. La Saga du peuple arménien est très ancienne. C'est ainsi qu'on peut voir au Musée de l'Histoire Arménienne le premier soulier connu au monde, fabriqué il y a 5.500 ans! Ce pays a aussi connu une ère du cuivre, puis du bronze florissante, avec notamment des objets en or remontant au deuxième millénaire avant J.-C. On adorait alors la déesse Ma (la mère) et on essayait de vivre en bonne harmonie avec la nature. Il y avait à l'époque déjà de nombreux échanges entre l'Arménie et les civilisations sumériennes et babyloniennes du Croissant fertile.

Le territoire arménien était à l'époque bien plus conséquent qu'aujourd'hui. Se trouvant au carrefour des grands flux migratoires entre Asie centrale,

Russie, Perse et Asie mineure, il fut le théâtre de nombreuses guerres et invasions, mais cela lui valut aussi de s'enrichir de multiples apports culturels. La fondation de Yerevan remonte à - 800 avant J.C. Ce pays connut son apogée territoriale au 1er Siècle avant J.C. Il s'étendait alors de la Mer Caspienne, en passant par la Mer Noire, jusqu'à la Méditerranée. Au début de notre ère, l'Arménie est le premier pays à avoir adopté le Christianisme, la fondation de l'Eglise Apostolique Arménienne remontant à l'an 301. D'ailleurs, l'un des quatre quartiers de Jérusalem est encore arménien. Le rôle de l'Eglise est de son primat a toujours joué - et jusqu'à nos jours - un rôle essentiel dans la vie des Arméniens. Cela fait partie de leur identité culturelle, d'autant plus qu'ils constituent l'un des derniers bastions chrétiens dans une région ayant passé entre-temps sous forte influence musulmane. De nombreuses et magnifiques églises, souvent construites entre le cinquième et le septième siècle, en sont les témoins.

Ce pays a tout connu: la domination romaine, puis celle des Ottomans, la guerre entre ceux-ci et la Perse, l'invasions des Turcs Seldjoukides en 1113, des Monghols en 1220, de Tamerlan en 1387, etc... Au XIXème siècle eut lieu la guerre russo-iranienne, puis la guerre russo-turque. Le pire épisode fut celui du génocide arménien en 1915 -16, lequel coûta probablement la vie à un million de personnes. Tout cela laisse des traces.

L'Arménie se tourna alors vers son grand voisin du Nord et devint une partie du vaste empire soviétique en 1921. A son tour, cela l'a marquée durablement. Autant les montagnes et les villages sont pleins de charme, autant les zones urbaines ressemblent aux autres agglomérations du système soviétique, fonctionnelles et peu inspirantes. Mais c'est surtout dans les mœurs que ce système perdure.

Certes, l'Arménie a pris son indépendance en 1991 lors de la chute de l'Empire soviétique. Mais les vieux réflexes sont restés. En 1991-94 a éclaté la guerre du Haut-Karabakh avec l'Azerbaïdjan. Un système dit-démocratique s'est peu-à-peu mis en place; mais cela prend du temps de changer les mentalités en profondeur. Bien que des élections aient régulièrement lieu et que l'ODIHR ait pu les suivre, le système resté vicié du dedans. C'est ainsi qu'un commando a pu pénétrer dans l'enceinte du Parlement en 1999 et y a abattu à la fois le Premier ministre et le Président du Parlement.

L'homme fort du pays est actuellement le Président Serge Sargsian, ceci depuis 2008. Il est parvenu à consolider sa position personnelle, ainsi que celle du Parti Républicain qui lui est aféodé. Il semble que sous sa conduite, l'Arménie soit en train de connaître un certain développement. Certes, le

pays est mité par une corruption et un népotisme omni-présents; mais il semble néanmoins s'engager tant soit peu sur la voie du développement. D'ailleurs, l'un des enjeux du présent scrutin est une modification des organes du pouvoir avec l'introduction du poste de Premier-ministre. Tout paraît indiquer que le parti au pouvoir barricade bien l'accès à celui-ci, en permettant l'émergence d'une certaine "opposition", mais modérée et bien canalisée.

Du peu de temps passé dans ce pays attachant, il me semble que la société arménienne est tiraillée entre plusieurs tendances. D'une part, ce pays mono-ethnique a des caractéristiques sociétales très particulières: importance majeure de la religion chrétienne, qui imprègne la vie traditionnelle de la population, sens très fort de la famille sous l'autorité affirmée de l'homme, valeurs traditionalistes. Mais d'autre part, la soviétisation à laquelle a été soumise le pays a entraîné l'introduction d'une approche plus collectiviste, la nécessité de se conformer à cette nouvelle règle pour s'en sortir aussi bien que possible, trafics d'influences et crainte de représailles, d'où un certain conformisme. C'est peut-être pour cela que l'Arménie compte aujourd'hui trois millions et demi de résidents, mais le double dans la diaspora résidant à l'étranger, par manque de perspectives locales. Il faudrait pouvoir renverser cette tendance.

Il semble que la société arménienne actuelle soit divisée en deux par un fossé générationnel. La plupart des plus âgés sont désabusés et ils ne croient pas que le système va changer. Atteints d'apathie et de désillusion, ils ne cherchent même plus s'y opposer. Ils votent souvent en faveur du régime, soit parce qu'ils ont une dette de reconnaissance envers un supérieur, soit pour ne pas avoir d'ennuis. En revanche, les jeunes souhaitent un changement, la fin du népotisme et de la corruption. Ils aspirent à de vraies réformes, pour avoir davantage de perspectives locales. Cela fait qu'il risque d'y avoir une génération sacrifiée, un peu comme cela s'est passé en Europe de l'Est il y a un quart de siècle.

Les gens croient-ils à une vraie possibilité de changement? Plutôt non. C'est pourquoi ils sont plutôt désabusés. Mais les élections actuelles restent intéressantes. Probablement le parti au pouvoir (les Républicains) a-t-il bien verrouillé les choses en amont. Il se peut qu'il ait ainsi décidé quel parti il allait laisser faire partie de l'opposition (ceux qui ne sont pas trop dangereux bien sûr). Et les choses se soient en fait jouées avant l'élection. Il semble que de nombreux suffrages ont été promis (achetés) avant même le jour de l'élection. Le prix varie entre dix et cent dollars par bulletin. Mais bien entendu, le retour sur investissement est de loin supérieur. Quant aux

procédés utilisés, tous les subterfuges sont permis. On parle de "lunettes que les électeurs ayant reçu de l'argent doivent mettre et qui permettaient au bienfaiteur de vérifier ce que le quidam a voté"! Ou de stylos intelligents capables d'en faire de même. Tout cela est baliverne; mais certains esprits simples, sans vraie connaissances technologiques, mordent à l'hameçon. Ils se souviennent aussi ce dont le KGB était capable.

Il y a cependant aussi de réels rayons d'espoir. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs ONG, dont une s'occupant d'aider les femmes à se prendre en charge elles-mêmes. Par ailleurs, je suis tombé par hasard, en pleine montagne, sur l'étal d'une femme devant son magasin. Et ce que j'y ai découvert m'a enchanté. Cette paysanne vendait ainsi des fruits et des légumes dans des bocaux de verre. Or, ces citrons ou ces tomates étaient finement ciselés, pour en faire de petites œuvres d'art éphémères. Cette paysanne-artisane avait tellement le sens du travail bien fait et elle se préoccupait si peu de son temps de travail que seul comptait le résultat, pour à peine quelques sous de plus. Ce sont ces gens-là qu'il faut aider de façon ciblée, par exemple avec des micro-crédits. Car c'est ainsi que va ressurgir une classe de gens entreprenants et le démarrage d'une vraie économie de marché. Pour ce faire, ce qui compte, c'est à la fois de veiller au bon fonctionnement du processus démocratique (des élections notamment) et d'améliorer les conditions de la vie quotidienne des habitants de ce pays.

3. Préparation

L'OSCE - ODIHR a fort bien préparé notre mission en amont. Lorsque nous sommes arrivés en tant que "short terms observers", tout était en place. Le travail préalable des LTO a permis de gagner beaucoup de temps. Nous avons eu droit à un briefing complet, tant en ce qui concerne la situation particulière de l'Arménie que les aspects pratiques de l'observation du processus électoral. La réception organisée par M. Lukas Gasser, Ambassadeur de Suisse à Yerevan, a permis de compléter notre compréhension de la situation politique prévalant dans ce pays. Puis nous touchons notre matériel (stylo, formulaires électroniques), et entrons en contact avec notre équipe locale.

Nous partons le samedi en reconnaissance dans la zone qui nous a été assignée. C'est un quartier démuné, fait de vieux blocs soviétiques délabrés, avec ici des éléments qui tombent en lambeaux, là les restes miteux d'un jardin pour enfants, le tout dominé par des immeubles d'une grisaille et d'une monotonie à se pendre. On commence par aller au centre régional de

comptage que nous aurons la mission d'observer. Nous en rencontrons les responsables. Ils sont en train de répartir le matériel de vote aux bureaux dépendant d'eux. Après quoi nous allons voir les bureaux de vote proprement dits. La plupart ne sont pas encore installés, sauf les caméras de surveillance; mais les emplacements sont prêts, en général dans des écoles. Beaucoup d'entre elles sont fermées; mais on nous en ouvre les portes, parfois avec suspicion. Ici je découvre la photo du Président de la République avec le Patriarche des Arméniens, tous deux beaucoup plus jeunes qu'ils ne le sont en réalité. Là, c'est un vieux gardien, qui nous explique qu'il a servi six ans sous les drapeaux dans la guerre contre l'Azerbaïdjan, qu'il le fait pour ses enfants et petits-enfants, afin d'assurer l'indépendance de l'Arménie. Le vrai danger vient en fait plutôt de la Turquie, précise-t-il. Les Azéris ne sont pas très courageux, mais ils craignent leurs chefs. Et ils ont l'habitude de ramener une tête ou une oreille pour bien prouver le résultat de leur action...

4. Le jour de l'élection / déroulé

Compte tenu de la longue journée qui nous attend, notre équipe (Ion de Roumanie, Suzana la traductrice, Tiger le chauffeur et moi) ne partons qu'à dix heures pour notre lieu d'affectation. Le quartier de Avan, au Nord de Yerevan, est un lieu tristounet, sans âme, fait de la juxtaposition de blocs de ciment où s'entasse une population sans perspective. On se rend bien compte que celle-ci va voter la continuité, non pas parce qu'elle est satisfaite de *stati quo*, mais parce que l'inverse risque d'être pire. Ce sont des gens résignés. Ils s'en remettent à leurs leaders. De prendre une quelconque initiative risque d'être dangereux. Alors autant ne pas se mettre en porte-à-faux. C'est pourquoi tout est très calme. Il semble d'ailleurs que tout a déjà été réglé à l'avance.

Le premier bureau de vote que nous visitons est une école enfantine. Nous y sommes bien accueillis. Tous les éléments constitutifs de la votation sont en place. C'est un système techniquement sophistiqué et rigoureux qui a été mis en place pour le jour de l'élection. Néanmoins, cela n'empêche bien sûr pas que toutes sortes de manipulations aient pu avoir eu lieu auparavant. Lorsque les électeurs arrivent, ils doivent montrer leur passeport. Après quoi on prépare leur fiche d'identité personnelle. Des empreintes digitales sont alors apposées sur ce papier pour procéder à une double vérification. Les électeurs se présentent ensuite à une autre table, où on vérifie encore que leur nom figure bien sur la liste; et si oui, on coche ledit nom. Ils reçoivent alors autant de papiers qu'il y a de partis. Et ce n'est qu'ensuite qu'ils peuvent se rendre derrière l'isoloir (des caisses en carton renforcé) et mettre dans

l'enveloppe la fiche de leur choix représentant l'un de ces partis. Puis les électeurs remettent leur enveloppe à une autre personne, qui y colle un stocker, en fin de quoi le bulletin de vote peut enfin être inséré dans l'urne. Voilà un processus - en théorie du moins - assez élaboré pour dissuader les fraudeurs. La réalité est probablement assez différente. La vraie question est de savoir jusqu'à quel point le parti dominant est-il disposé à laisser le jeu ouvert . On peut s'attendre à ce qu'il permette à des partis différents, mais amis, d'entrer au Parlement, mais qu'il cherche à barrer la route à de vrais dissidents.

La population locale est calme et nous ne voyons rien de choquant. Ici tout baigne dans l'huile. On nous offre un café et nous repartons. Il en va à peu près de même dans la deuxième école que nous visitons. Je reste un moment dehors et vois des gens qui traînent aux alentours du bureau de vote. On sent que certains essaient de gentiment influencer les électeurs. Mais cela reste bon enfant. La plupart des gens que nous croisons - et ils sont nombreux à voter - sont des gens entre deux âges, voire carrément des retraités, souvent au regard creux. Il doit y a avoir au maximum entre 15% et 20% de jeunes. En revanche, la représentation féminine est assez impressionnante. Je compte le rythme auquel les électeurs votent: environ 60 en dix minutes avec trois isolements, soit 30 secondes par urne / personne.

Changement de décor: bureau de vote no 18. L'ambiance y est plus tendue. Je commence par être agressé en bas par un policier parce que je prends des photos, alors qu'il est entendu que nous sommes habilités à le faire. Le chef de ce bureau a une allure autoritaire, celle de quelqu'un proche du pouvoir et à qui on ne l'a fait pas. Les représentants d'ONG nous expliquent qu'ils ont observé plusieurs irrégularités dans ce bureau-ci, qu'ils ont pu le filmer et le remettre aux médias qui l'ont aussitôt diffusé on-line. D'où peut-être la nervosité des responsables du lieu. A quoi s'ajoute que juste en face de ce bureau de vote se trouve l'un des centres régionaux du Parti Républicain; que de nombreux électeurs ont été approchés par les membres de celui-ci, invités pour le lunch et bien sûr influencés. Je parle avec le représentant d'une ONG irlandais, qui me renseigne sur les irrégularités observées. Sa collègue arménienne parle aussi beaucoup avec notre interprète. C'est ainsi, par ce type de capillarité, que circule l'information. Je prends l'initiative de jeter un coup d'œil au bureau régional du Parti Républicain se trouvant juste en face. On sent que ce parti a de l'argent: locaux spacieux, fauteuils club en cuir, tout y est confortable.

Nous repartons, cette fois-ci vers le haut de la colline, dans les quartiers plus pauvres. Nous passons par un petit bureau de votes, où il n'y a rien de

spécial à signaler. Comme c'est le début de l'après-midi, il y a moins de mouvement qu'en fin de matinée. Les gens sont probablement chez eux. L'Arménie étant un pays où la vie de famille traditionnelle compte beaucoup - avec des repas préparés avec soin à la maison -, cela explique le calme relatif que nous observons en ce moment.

En revanche, la visite suivante est plus agitée. Nous arrivons à une école ornée de beaux dessins de gens en costumes traditionnels. La représentante d'une ONG nous prévient qu'on y a détecté plusieurs cas de fraude. La responsable de ce centre de vote expliqué même à notre interprète qu'il y a eu de nombreux cas de bulletins de votes remplis à double; mais qu'elle n'ose pas les dénoncer, par peur de représailles ultérieures au niveau de son travail. Par conséquent, elle préfère se taire. Alors que nous sommes en train d'observer ce qui se passe dans ce bureau de vote, voilà qu'éclate une rixe. Une jeune femme proteste contre le fait que deux personnes sont allées ensemble derrière l'isoloir. Certes, la loi permet qu'on puisse se faire aider, mais par quelqu'un de neutre que désigne la Commission électorale. Or, ce n'est en l'occurrence pas le cas. C'est un voisin, un de ces cas justement interdits afin d'éviter toute forme de pressions dans l'isoloir du type: "on t'a payé tant pour ton suffrage, on veut s'assurer que tu votes bien comme tu l'as promis". Cette rixe prend de l'ampleur. Je filme la scène, une chaîne de télévision aussi. Et d'ailleurs, la scène à laquelle je viens d'assister passera ce soir sur les ondes d'une chaîne de télévision nationale. Il s'ensuit une explication musclée entre le responsable local de ce bureau de vote (de plus en plus fâché de constater que de telles irrégularités deviennent publiques) et la représentante de la société civile qui lui tient tête. Çela devient chaud.

Nous terminons notre tournée officielle en allant visiter le sixième bureau de vote qui nous a été assigné, dans un immeuble dont l'escalier s'est en partie écroulé. Ce qui est intéressant ici, c'est que de nombreux militaires en uniforme y exercent leur devoir civique. Ils avancent en colonne par un. On se demande quelle peut être leur marge de manœuvre, même s'ils sont seuls dans l'isoloir.

Voilà: notre tournée officielle se termine. Nous raccompagnons Ion à la'hotel. Car il désire s'y reposer. Quant à moi, je tiens à poursuivre cette observation. Nous allons donc avec Suzana et Tiger dans un autre bureau de vote, cette fois-ci au centre ville. Puis j'accompagne notre traductrice jusque près de chez elle, où elle va à son tour déposer son bulletin dans l'urne. Nous passons encore dans un autre bureau de vote. L'activité électorale a repris en intensité. Ce qui me frappe, c'est que dans ce bureau de vote comme dans tant d'autres, la norme selon laquelle il ne doit pas y avoir de gens qui

se réunissent en groupes aux abords du bureau de vote n'est pas-du-tout respectée. Je laisse ensuite notre équipe se reposer environ une heure, afin de reprendre des forces en vue de ce qui nous attend. Pour ma part, je mets mes notes à jour.

Nous repartons à sept heures du soir pour entamer ce qui s'annonce comme une longue nuit de veille. Nous retournons au bureau de vote le plus problématique, celui qui est proche du siège local des Républicains. Il n'y a plus aucun votant durant la dernière demi-heure d'ouverture du bureau. A huit heures, les dames qui ont enregistré électroniquement la liste des électeurs sur la base de leur passeport font sortir de leurs machines les listes ainsi constituées. On compare celles-ci à la liste nominative. Et patatras: les totaux ne coïncident pas. Il manque une vingtaine de personne. Ce nombre se réduit à un déficit de cinq. Puis il se transforme en un excédant de deux. Ce n'est qu'au quatrième essai que les deux listes coïncident enfin.

On peut alors ouvrir l'urne. Et le Président local de la Commission électorale sort une enveloppe après l'autre de l'urne placée à côté de lui. La première - manque de chance - est invalide. Puis il sort ces enveloppes de l'urne en les montrant chaque fois à la cantonade. Il les ouvre et expose à chaque fois le bulletin de vote qui en sort, tout en énonçant à haute voix le numéro de liste concerné. Cela se passe en général de façon paisible, même s'il y a par moments des montées de fébrilité. Le Président dépose chaque bulletin sur un tas, celui de sa liste. Ce sont - sans surprise - les Républicains de la liste 6 qui l'emportent, de même que la liste 1. La nuit avance ainsi, avec un comptage lent, mais constant. Le Président de la Commission est un peu comme le croupier d'un casino et les bulletins s'alignent devant lui comme des piles de jetons. Il est le maître du jeu, mais tous les autres sont attentifs. Il ne peut guère y avoir de fraude à ce stade. C'est un processus lent, mais effectif et respectueux de la transparence démocratique.

Nous nous rendons alors au TEC, le centre régional de contrôle où siège la Commission électorale. Au moment où nous arrivons, vers onze heures du soir, il ne s'y passe encore rien, et ceci pendant presque deux heures. C'est donc vers une heure du matin qu'arrivent les représentants du premier bureau de vote. Ils déposent leurs résultats. Ceux-ci sont alors saisis électroniquement et consolidés. Mais il va falloir reprendre la même opération vingt-cinq autres fois. Le suspense n'est pas considérable, car il paraît que le Parti Républicain a déjà franchi la barre des 55%, reléguant l'opposition à un rôle de simple figurant.

Cela étant, les trop nombreux contrôles mis en place engendrent une certaine confusion. Les préposés au contrôle ne parviennent pas à réconcilier les différentes listes entre elles. On les observe en train d'en discuter, en élevant parfois la voix quand ils échouent dans leur tentative de se mettre d'accord. Finalement, ce problème étant récurant dans la plupart des bureaux de vote et qu'il constitue un facteur d'embouteillage freinant considérablement le bon déroulé du processus, les diverses parties en présence conviennent finalement d'une solution: afin de ne pas y passer en vain toute la nuit, elles conviennent de corriger la liste d'origine en gommant certains éléments et en les remplaçant par ceux figurant sur l'autre liste. Ainsi les informations coïncident, même si c'est de façon très artificielle; et le dépouillement peut se poursuivre. Voilà à quoi risque de mener trop de sophistication!

De toute façon, cela ne constitue pas un problème majeur, bien moins grave que la question de fond, à savoir l'achat préalable de suffrages et les pressions exercées sur une partie des électeurs. La fatigue aidant, les gens se relâchent aussi davantage. C'est ainsi que la Présidente de la Commission électorale de l'un des bureaux de vote se confie à nous. Elle nous relate - ce que je consigne dans un rapport spécial - qu'elle a assisté à de nombreuses fraudes, en particulier à des pressions sur les électeurs par des "ONG" qui n'étaient en fait autres que les représentants du parti au pouvoir venus vérifier que leurs ouailles votaient bien comme convenu... Elle ajoute que le Parti Républicain est même parvenu à faire sortir de leur asile psychiatrique certains malades mentaux pour les faire voter.

La nuit se poursuit ainsi, avec des moments de pics et d'autres en creux, en fonction de l'arrivée de résultats, bureau de vote par bureau de vote. Mais on constate de plus en plus d'embouteillages, chacun faisant en même temps un peu tout et n'importe quoi. Il ne s'agit en l'occurrence probablement pas là de fraudes, mais juste du fait que tout-le-monde est fatigué et aspire à rentrer chez soi.

Or, voilà que les premières lumières du jour se lèvent sur Yerevan. Ion et moi convenons de rester jusqu'à la fin. J'avais amené avec moi un pic-nique, que j'ai d'ailleurs partagé avec tous. Cela nous a permis de tenir le coup. Au plan humain, nous nous sommes mis à sympathiser avec la plupart des personnes présentes dans cette salle. Chacun garde bien sur son rôle; mais toutes ces heures passées ensemble et la fatigue aidant, il s'est établi comme une communauté de partage. On mange et on boit ensemble, on bavarde de choses et d'autres, pas seulement du processus électoral. Les Arméniens sont des gens sympathiques. Certains de mes compagnons

tombent de sommeil. L'un s'est endormi sur sa chaise. Curieusement, je ne ressens pas la fatigue. Il est déjà neuf heures du matin. Le dernier bureau de vote apporte alors ses résultats. L'équipe du TEC les enregistre, sans d'ailleurs trop en vérifier le contenu. Chacun a hâte de rentrer chez soi. C'est ce que nous faisons aussi. Notre traductrice est déjà rentrée plus tôt de son côté, elle n'en pouvait plus. Arrivée au Hilton vers dix heures du matin.

5. Après le jour-J

J'assiste le lendemain déjà de l'élection à la conférence de presse de l'OSCE - ODIHR. Et je la trouve bien. Je suis impressionné par le courage des représentants de cette organisation. Ils ne manient pas trop la langue de bois. Ce qu'ils disent correspond assez bien aux impressions que j'ai pu récolter moi-même. Car si l'ODIHR reconnaît que le processus électoral a été dans l'ensemble bien suivi, elle souligne aussi les problèmes sous-jacents: achat préalable des votes, pressions sur les électeurs et même intimidations. J'admire au passage la rapidité avec laquelle tous les feedbacks ont pu être traités et intégrés dans cette synthèse générale. Il y a beaucoup de monde dans la salle et quelques dizaines de caméras de télévisions. Plusieurs organisations s'expriment: principalement l'OSCE, mais aussi le Conseil de l'Europe (par la bouche de Mme Maury Pasquier) et quelques autres. Cela fait assez bonne impression. Je suis content d'avoir pu y participer. Peu d'observateurs l'ont fait (pour ceux qui étaient à Yerevan), ce que je trouve dommage. Car cela en vaut vraiment la peine.

Le lendemain, lors du débriefing des STOs, mon ami Hans-Peter Portmann dit tout haut ce que beaucoup n'osaient pas dire: cette élection a été "achetée". Il est applaudi. Je prends aussi la parole (voir ci-dessous).

6. Recommandation

Il ne fait aucun doute à mes yeux que le travail technique déployé par l'OSCE - ODIHR est proche de l'excellence. La méthodologie développée au fil des années, scrutin après scrutin, est bien rôdée. A cela s'ajoute une connaissance en profondeur des pays où opère l'ODIHR, ainsi que l'introduction de moyens technologiques performants (stylo électronique par exemple).

En revanche, comme on l'a vu, ces élections sont partiellement biaisées quand au fond: achat de votes préalablement au jour du scrutin, pressions sur les électeurs, intimidations, etc... De tels reproches ne sont pas

nouveaux. Ils ont déjà été signalés par l'ODIHR depuis plusieurs années. Dans ces circonstances, je me demande combien de temps l'OSCE-ODIHR va continuer d' "observer" tout en acceptant que ses recommandations ne soient pas davantage prises au sérieux. Pourquoi ne pas menacer de se retirer (comme le fait le CICR en dernière extrémité) quand les conditions minimum ne sont pas remplies? Cela mettrait sous pression, par le biais de l'opinion publique internationale, ceux qui traînent les pieds et ne procèdent pas à des réformes suffisantes sur le fond. Il s'agit bien sûr de ne pas abuser d'une telle mesure et de ne n'y recourir qu'après avoir épuisé toutes les autres voies de pression. N'empêche que c'est à mon avis une mesure à considérer pour maintenir le haut niveau de crédibilité dont jouit l'OSCE-ODIHR.

Je tiens pour terminer à exprimer toute ma gratitude aux organisateurs de m'avoir permis de participer à cette très intéressante opération.

Claude Béglé, Conseiller national